

TOUT AU LONG DES ANNÉES 1970, on liait automatiquement la militarisation croissante du tiers-monde à l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires et des importations d'armes. Le principe qui liait désarmement et développement reposait sur une hypothèse incontestée, à savoir que si l'on pouvait réduire les dépenses militaires et les importations d'armes, on inverserait le processus de la militarisation. Suivant la logique des avocats du désarmement, le problème avait une solution évidente et simple : les pays du tiers-monde devaient renoncer à moderniser leurs arsenaux, réduire leurs dépenses militaires et affecter les ressources ainsi épargnées à des projets de développement. En réalité, la situation est beaucoup plus complexe que cela.

Depuis le début des années 1980, il semble que le tiers-monde ait réduit ses dépenses militaires et ses

l'ampleur de cette diminution dans les autres pays du tiers-monde devient manifeste. Les tendances à la baisse sont marquées en Amérique du Sud, mais non en Amérique centrale. Au Moyen-Orient, le surplus de pétrole et la chute des revenus d'exportation ont grandement limité les activités de défense, sauf en Iran et en Irak. En Afrique aussi, la diminution est graduelle, bien que la conjoncture existant dans le Sud du continent ait un effet inverse. En Asie australe, l'Inde et le Pakistan poursuivent sans relâche leur course aux armements, tandis qu'à Sri Lanka, les dépenses militaires, qui étaient très faibles, montent maintenant en flèche. Dans le Sud-est asiatique, les importations d'armes semblent se maintenir au même niveau, bien qu'une baisse semble sur le point de s'amorcer.

LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE constitue l'élément le plus pratique et le plus évident pour expliquer le fléchissement actuel du commerce d'armes, mais il faut prendre d'autres facteurs en considération. Par exemple, il se pourrait bien que les pays du tiers-monde se procurent du matériel militaire d'une autre catégorie ou qu'ils fassent leurs achats d'une façon différente, et qu'on n'ait pas adapté les méthodes de contrôle des transferts d'armes pour tenir compte de ces changements. En outre, il est de plus en plus difficile de distinguer entre demandes civiles et commandes militaires lorsqu'il s'agit de technologies; la technologie de l'information offre un bon exemple à cet égard. De plus, l'ensemble des gouvernements (c'est bien connu) diffuse rarement des statistiques fiables et catégorisées sur les dépenses militaires, et ils ne se gênent pas pour camoufler l'objet véritable de leurs achats ou pour payer de l'équipement militaire en puisant dans des budgets civils. Le scandale qui secoue encore les États-Unis à cause de la vente d'armes à l'Irak et du financement dissimulé des *contras* illustre on ne peut mieux le besoin toujours plus pressant de voiler les transferts d'armes pour contourner les obstacles juridiques.

De toute évidence, le marché des armes, considéré dans son ensemble, fluctue énormément. Il semble cependant que des changements structurels se manifestent en même temps que de véritables contraintes économiques. En général, les pays du tiers-monde évitent d'acheter de gros systèmes d'armes coûteux tels que des avions de chasse. Ils se tournent plutôt vers d'autres secteurs de la défense moins faciles à évaluer

quantitativement, ou ils réduisent tout simplement leurs importations. Et tandis que le marché des équipements de défense continue à fléchir et que la diminution des commandes inquiètent de plus en plus les exportateurs, il devient beaucoup plus difficile de faire respecter les restrictions. Sur un plan plus général, le problème du contrôle tient au fait que la vente de technologies militaires remplace peu à peu le commerce des armes; il ne convient donc plus d'envisager ce dernier simplement dans le contexte du transfert de systèmes d'armes. On ne se limite plus à vendre des chars d'assaut ou des canons ou encore des avions; on vend désormais des techniques de fabrication et des installations industrielles.

Les contraintes économiques et sans doute aussi de nouvelles priorités expliquent bien, il est vrai, pourquoi le commerce des armes a tellement changé au cours des dernières années. Mais il y a peut-être lieu de prendre aussi en compte la conjoncture qui a permis aux pays du tiers-monde d'accroître leurs moyens de défense vers le milieu des années 1970.

À ce moment-là, le Moyen-Orient était le plus grand importateur régional de gros systèmes d'armements - la formation de l'OPEP et la montée rapide des prix du pétrole expliquent ce phénomène. En outre, la crise du pétrole a créé des conditions qui ont permis à des pays n'appartenant pas à l'OPEP d'obtenir du crédit, et c'est ainsi que tous les pays du tiers-monde ont réussi à accroître leurs moyens de défense.

Entre-temps, les besoins en programmes de modernisation militaire s'étaient accumulés. Au moment de leur accession à l'indépendance, la plupart des pays du tiers-monde se sont trouvés face à des problèmes régionaux et locaux de sécurité et ils disposaient de piètres moyens pour enrayer la menace. Les pays n'ont pas tous résolu de la même façon le dilemme de la sécurité et de la défense. Des organisations militaires du tiers-monde se sont associées à des décideurs américains, car ceux-ci percevaient l'institution militaire comme un élément moderne et anti-communiste garant du progrès; renforcer ces organisations avec de l'aide et des crédits militaires devint un principe clef des politiques. Des pays voisins de l'Union soviétique, tels que l'Irak et le Pakistan, firent la cour aux partisans de la Guerre froide, à Washington, et obtinrent

DES ARMES POUR LE TIERS-MONDE

La plupart des pays pauvres ne peuvent se permettre d'acheter de nouvelles armes, mais ils font face à de véritables problèmes de sécurité, et les solutions ne sont pas évidentes.

PAR CHRIS SMITH

achats d'armes. Mais bien peu oseraient prétendre qu'il est moins militarisé qu'il l'était dans les années 1970 - à preuve, les conflits terribles et coûteux qui sévissent en Afrique australe, en Amérique centrale et dans le Sud-ouest asiatique. Ajoutez à cela les affrontements ethniques toujours plus nombreux et une récession économique tenace, et vous voilà devant des régions du tiers-monde qui paraissent tout aussi sous-développées et militarisées qu'elles l'étaient dans les années 1970.

Les derniers chiffres que l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) a fournis sur le commerce des armes révèlent effectivement que les exportations d'armes à destination du tiers-monde ont cessé d'augmenter; la moyenne mobile des cinq dernières années traduit une légère diminution depuis 1982. Si l'on y regarde de plus près, cependant, on constate que si l'on exclut des calculs les cinq principaux importateurs, à savoir l'Irak, l'Inde, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Syrie,